

# Philosophie et moralité : Dérapages possibles et alternative

François Boucher, *Université Laval*

Je souhaite traiter la question de savoir si la philosophie nous rend moralement meilleurs en commençant par examiner une hypothèse. Celle-ci n'aura d'autre valeur pour nous que de permettre l'amorce d'un processus dialectique consistant en la résolution d'oppositions de positions défendables mais contradictoires. Ainsi, mon point de départ est une hypothèse tirée de l'opinion commune ou de la plus naïve intuition qui soit, laquelle sera réfutée par une position plus précise et ainsi de suite pour se rapprocher, par la critique, d'une vérité plus philosophique. Bien entendu, le point d'arrêt de ce mouvement paraîtra arbitraire, cependant je m'estimerai légitimement satisfait lorsque j'aurai dégagé une antithèse radicale dont le pour et le contre de chacun des deux pôles diamétralement opposés se contrebalanceront. Les deux extrémités de cette antithèse sont des cas de dérapages, où la philosophie ne nous rend pas moralement meilleurs. La solution de ce dilemme sera une alternative dans laquelle la philosophie rend moralement meilleur. Par ailleurs, je n'ai aucunement l'intention de présenter une vérité absolue et d'une telle luminosité qui éclipse la possibilité de différentes perspectives, c'est pourquoi il me ferait le plus grand plaisir de voir la critique poursuivre le mouvement que je ne fais qu'entamer dans cet article.

Bien que l'hypothèse de départ que je propose représente plutôt un préjugé externe à l'égard de la philosophie qu'une idée longuement réfléchie, elle n'est pas pour autant dépourvue de fondement. En effet, elle se base sur une définition vraie de la philosophie, bien qu'insuffisamment précise. Aussi, elle n'est pas non plus dépourvue d'intérêt relatif à cet examen, puisqu'elle met en question le rôle du philosophe dans la société. Ainsi, considérons cette idée vague, mais non fausse pour autant, selon laquelle la philosophie serait une activité spéculative ayant pour objet tout ce qui est pensable. Le philosophe serait donc celui qui réfléchit et qui examine le monde pour le connaître. Suivant cette logique, il va de soi que

l'idéal de ce type de personne serait celui de la contemplation intellectuelle. Il s'ensuit donc que les philosophes ne sont pas portés à l'action, mais qu'ils seraient plutôt des spectateurs dans le théâtre du monde. Cela pose un problème, car de cette manière, le philosophe, sans être nuisible à la société, ne participe pas à la coopération sociale qui consiste en un effort collectif ayant pour but de rehausser le bien-être de chacun. Cependant, en tant que spectateur *dans* la société, il profite des fruits de cette coopération sans y participer ; c'est un membre qui ne paie pas sa cotisation et cela constitue une injustice. De plus, on pourrait même déduire que son inaction traduit une absence de sentiment d'altérité et un certain égoïsme. Pour ces raisons, selon notre hypothèse de départ, la philosophie ne réussit pas à nous rendre moralement meilleurs.

Mais cela est un point de vue externe et superficiel qui néglige les effets de l'activité réflexive chez le philosophe. Il faut entrer dans l'âme du philosophe pour y voir quels sont ces effets. Si l'idéal de la philosophie en est un de vérité, de connaissance ou de contemplation, tous les objets de la connaissance seront à divers degrés dignes d'intérêt pour les philosophes, de sorte que certains de ces objets seront inévitablement pensés par tous les philosophes. C'est le cas du juste et du bien. Je ne dis pas que tous en font l'objet premier de leurs enquêtes, mais qu'aucun ne peut éviter de s'en faire une idée. Or, par ce fait même, en acquérant une certaine connaissance du bien et de la justice, se peut-il vraiment qu'ils agissent volontairement autrement qu'en conformité avec les principes qui dérivent automatiquement de cette connaissance ? N'est-il pas vrai que tous désirent ce qu'ils s'accordent à appeler la justice et recherchent le bien ?

Cependant, l'expérience de chacun suffit pour voir que la connaissance du juste et du bien n'exerce pas une dictature absolue sur l'agir. Toutefois, on ne peut nier qu'elle exerce une certaine influence non négligeable, même si celle-ci est parfois supplantée par des tentations contraires. Suite à ces constats, on peut avancer que la connaissance qu'apporte l'activité philosophique est un facteur qui joue en faveur de la moralité des philosophes et qu'au moins, une personne douée d'une telle connaissance a plus de chances d'être moralement meilleure que si elle ne disposait pas de cette connaissance.

Autrement dit, la connaissance de la justice n'entraîne pas nécessairement la moralité de son détenteur, mais elle le pousse vers la moralité. Cette dernière idée s'exprime encore mieux de cette façon : la raison fournit des motifs puissants qui poussent à agir moralement. Cela est très bien expliqué par Kant, bien que la position de ce dernier est moins nuancée puisqu'il insiste sur le caractère impératif de la raison. Pour lui, l'homme découvrant par sa raison la loi morale ne peut qu'éprouver du respect face à la splendeur de celle-ci et ce respect est un motif *a priori*, purifié de toute inclination sensible<sup>1</sup>.

Toutefois, cette conception du rôle de la philosophie face à la moralité des hommes devient un problème lorsqu'on la pousse un peu plus loin pour conclure que l'ignorance est la cause du mal, ou une cause du mal pour les plus modérés. Ce problème est que la philosophie peut rendre les philosophes immoraux et il a très bien été cerné par des penseurs libéraux tels que Mill et Berlin. D'ailleurs, dans le texte *Éloge de la liberté*<sup>2</sup> de ce dernier, deux argumentations contre cette conception se dessinent. Premièrement, dès que le philosophe se persuade qu'il sait ce qui est bien ainsi que ce que devrait être une société juste et en arrive à l'idée que l'ignorance est source de maux, il est tenté de légiférer afin de contrôler les ignorants responsables des maux de la société. Ainsi, il impose sa conception du bien par la loi et ce faisant il prétend savoir mieux que les citoyens ce qui est bon pour eux, même si ces derniers sont en désaccord avec lui. Dans cette perspective, le philosophe doit gouverner et les citoyens ne trouvent le plus grand bonheur qu'en obéissant. Le meilleur exemple de cette conception de la place de la philosophie dans la société est celui qu'offre Platon dans la *République* avec l'idée du philosophe-roi<sup>3</sup>. Mais, toute séduisante qu'est cette idée, n'est-ce pas là un bel exemple de totalitarisme ? Ne s'agit-il pas de contraindre les individus, de les contrôler en vue d'une fin qui leur est étrangère ? Ce genre de vision de la légitimité du pouvoir fondé sur la raison est d'ailleurs vivement critiqué par Mill qui dénonce une prétention d'infaillibilité nullement justifiée par le cours de l'histoire et qui soutient que nul n'est légitimement autorisé à contraindre autrui pour le bien de ce dernier.

Ce problème s'articule en second lieu en partant d'une vision de la perfection de l'individu dans laquelle la partie raisonnable de l'être humain est valorisée au détriment des passions. L'argumentation part de l'idée que les passions sont nuisibles à l'homme ; elles sont aveugles et le poussent à des excès qui le détruisent. Ainsi, un individu est libre lorsqu'il domine ses passions et que celles-ci se font esclaves alors que la raison tient la place du maître. Le problème naît lorsque l'on transpose ce modèle de l'individu à celui de la société entière. Dès lors, on considère que la société n'est pas composée d'individus et d'institutions, mais qu'elle est divisée en classes analogues aux parties de l'individu, soit une partie rationnelle et une autre instinctive et irrationnelle. On en vient alors à l'idée que la société idéale est celle dans laquelle la partie raisonnable gouverne la partie irrationnelle, en d'autres mots : que la classe intellectuelle tyrannise les autres classes.

C'est un peu ce qui se passe dans la constitution idéale que Platon décrit dans la *République*<sup>4</sup>, où les classes de guerriers et de paysans sont soumises à celle des sages. Dans cette cité, les sages s'adonnent à la philosophie et prennent connaissance des meilleures lois pour guider le peuple, alors que les paysans acceptent ces lois et s'occupent de leurs affaires, c'est-à-dire la production des biens essentiels au bien-être des citoyens. Or, puisque les sages considèrent assurément que la meilleure activité à laquelle un homme peut s'adonner est la philosophie, leur système revient à priver une grande partie de la société de la pratique de ce qu'il y a de meilleur pour l'homme. Le prétexte avancé est que la vertu des paysans est de cultiver la terre et celle des guerriers de défendre la cité, puisque ce sont là les activités conformes à leurs aptitudes. Cela, me semble-t-il, constitue un manque de respect envers les citoyens, une atteinte à leur dignité, car dans cette optique, le sage en vient à traiter l'autre comme il ne voudrait pas être lui-même traité.

Nous venons donc de décrire une conception de la philosophie qui met le philosophe dans la peau d'un législateur, ce qui l'amène à imposer aux citoyens un modèle de vie sous prétexte que leur ignorance les empêche d'accomplir le meilleur d'eux-mêmes. Mais puisque cela constitue une entrave à leur liberté, cette façon d'appli-

quer la philosophie ne rend pas le philosophe meilleur moralement ; elle semble plutôt engendrer une sorte de tyrannie de la raison. C'est d'ailleurs en réaction à cela que le libéralisme est né. Ainsi Mill suggère que l'État garantisse aux citoyens un espace de liberté à l'intérieur duquel chacun est autonome et peut choisir son mode de vie, la seule limite étant celle de ne pas causer de tort à autrui<sup>5</sup>. Le coup de génie de cette théorie est qu'elle permet d'atteindre un équilibre optimal au point où les libertés individuelles sont égales pour tous et les plus étendues possibles sans qu'elles n'empiètent les unes sur les autres. Cela règle le problème du totalitarisme, mais quel rôle les philosophes auront-ils à jouer dans ce genre de société ?

Afin de vraiment nous rendre moralement meilleurs, il me semble que la philosophie doit avoir un rôle à jouer dans la société, elle doit être une contribution. Or, si l'on accorde à chacun un espace dans lequel personne n'a le droit d'intervenir, si tous deviennent libres d'agir en vue de n'importe quelles fins à condition que celles-ci n'entravent pas visiblement la liberté d'autrui, le philosophe doit se désengager pour respecter cet espace privé propre à chacun et tenter d'être le plus neutre possible. En devenant libéral, le philosophe ne se condamne-t-il pas à l'inaction ?

Cela me semble être la source d'un nouveau problème, car les faits indiquent que, généralement, le laisser-faire libéral permet aux citoyens de poursuivre des fins purement égoïstes de sorte que l'on parle maintenant d'atomisation des individus<sup>6</sup>, c'est-à-dire de fragmentation des liens sociaux. Or, puisque la philosophie amène l'individu à réfléchir, à prendre du recul face à sa situation, elle permet d'envisager le bien autrement que comme l'intérêt subjectif, c'est-à-dire qu'elle considère le plus grand bien comme étant celui du tout plutôt que celui d'une partie indépendamment de celui des autres parties. La philosophie est donc à l'origine de toute véritable conception de la justice. Et comme nous l'avons vu, se doter d'une telle conception constitue un motif pour la moralité. Mais, en cessant de privilégier une idéologie du juste et du bien, un grand nombre d'individus se replient sur eux-mêmes, se désintéressent des grands débats politiques tant au niveau local qu'à l'échelle internationale. Ceci traduit une diminution de l'importance accordée à

autrui, de sorte qu'on est en droit de se demander si, dans la majorité des cas, le seul motif qui retient certains citoyens de perpétuer le mal est la sanction plutôt que le respect de son prochain. De plus, en se repliant sur sa vie privée, l'individu cesse bien souvent de participer au débat politique et remet ainsi à d'autres le soin de le gouverner. C'est ainsi que Tocqueville voit une nouvelle forme de tyrannie prendre place, un despotisme doux qui tire sa force du confort que procure le repliement sur soi-même et l'oubli de ses obligations envers autrui.

Nous voici donc face à ce paradoxe : en tentant d'éviter le despotisme direct et déclaré, on en met en place un autre plus subtil. En acceptant de laisser les individus se gouverner eux-mêmes, on ne fait pas nécessairement en sorte qu'ils deviennent plus libres et le silence de la philosophie dans la vie quotidienne semble entraîner la désagrégation du tissu social. Il semble donc que, d'une manière ou d'une autre, le rôle que joue la philosophie ne contribue pas à rendre le philosophe plus moral, car soit le philosophe se fait dictateur ou soit son inaction permet à tout un chacun d'être aussi vil qu'il soit possible de l'imaginer tant et aussi longtemps que cet avilissement ne cause pas de tort à un autre. Le libéralisme règle le problème du totalitarisme, mais il rejette le rôle actif de la philosophie en tant que source de motivation morale.

Bref, il semble que nous soyons bloqués devant deux conceptions de la philosophie qui chacune, en proposant une solution à un problème, en engendre un nouveau. On peut même constater que la solution de l'une résout le problème de l'autre : la philosophie active propose une source de motivation, mais engendre une forme de tyrannie ; la philosophie passive, libérale, règle ce problème mais engendre celui de la démotivation et du désintéressement que la philosophie active permet de résoudre. Dans un cas, les philosophes sont les seuls qui peuvent légitimement orienter la vie des citoyens, afin que ceux-ci soient vertueux, dans l'autre, chaque citoyen est le seul maître légitime de son mode de vie et peut adopter la définition de la vertu qui lui semble juste. Chacune de ces positions a ses avantages et ses défauts. La première encadre les individus pour qu'ils réalisent le meilleur d'eux-mêmes selon une conception du bien

déterminée par les sages, mais cela équivaut à une perte de liberté pour ceux qui ont une opinion différente de celle des sages. La deuxième a pour avantage qu'elle garantit à chacun la liberté de poursuivre ses propres fins sans être contraint par un idéal qui n'est pas le sien. En revanche, l'individualisme conduit à certains problèmes sociaux comme l'atomisme et l'émergence éventuelle d'un despotisme doux : « le gouvernement de chacun par tous les autres<sup>7</sup> ».

Maintenant que le problème est exposé dans toute son ampleur, je tenterai d'exposer une conception du rôle de la philosophie qui récupère le bon de chacune des deux positions identifiées plus haut tout en évitant les défauts de celles-ci. Mon but est donc de proposer une alternative par laquelle le philosophe est vraiment meilleur moralement, car il contribue activement mais non despotiquement à rendre sa société meilleure. La méthode philosophique dont je veux parler peut être qualifiée de socratique dans la mesure où elle procède essentiellement par la critique des opinions reçues. Il s'agira pour le philosophe d'amener les citoyens à prendre conscience des contradictions et des problèmes liés à certaines attitudes non réfléchies, à considérer ce que serait pour eux une société idéale et à critiquer cette conception. Il doit être l'initiateur d'un questionnement et d'un dialogue chez les citoyens, pousser les gens à être méfiants des certitudes trop faciles et très souvent illusoire. En favorisant ainsi l'exercice de leur esprit critique, il les entraîne, jusqu'à un certain point, à philosopher. Or, nous avons déjà admis que l'exercice de la philosophie permet de développer ses propres raisons de réaliser des fins morales. Cela ne veut pas dire que les gens délaisseront entièrement leurs motivations plus subjectives, mais qu'ils seront plus enclins à faire concorder ces dernières avec un idéal de la justice.

En d'autres mots, l'action du philosophe que je suggère ici se rapporte plus à celle d'un éducateur qu'à celle d'un législateur. La différence est que, dans le premier cas, le philosophe mène le citoyen à devenir autonome moralement, c'est-à-dire à agir moralement selon des motivations qui sont les siennes, alors que le second cherche à contrôler les individus, donc impose un principe morali-

sateur hétéronome. Or, l'hétéronomie dans la morale est une des choses que la philosophie se doit de combattre, car c'est ce qui caractérise toute forme de tyrannie. Ce qu'il importe donc de voir ici, c'est que le modèle proposé résout l'opposition à laquelle nous étions confrontés. En effet, il fait en sorte que le philosophe contribue à rendre sa société meilleure puisqu'il est l'initiateur qui mène les citoyens à se doter de motivations morales profondes, sans pour autant leur imposer des injonctions hétéronomes et despotiques auxquelles ils doivent se soumettre pour leur propre bien. Ainsi, le philosophe évite d'être immoral en méprisant les non-initiés et en se faisant despote ou en laissant le tissu social se désagréger, mais il devient vraiment moralement meilleur puisqu'il contribue à rendre la société plus juste en suscitant l'intérêt pour le juste.

Avant de finir, il me semble nécessaire de faire deux remarques pour éviter une mauvaise interprétation de cet article. La première est qu'il est important de voir que je n'esquisse pas ici la manière dont nous devrions tous et en tout temps philosopher, je ne prétends pas donner l'essence même de la philosophie. Je ne propose qu'une méthode par laquelle la philosophie peut agir sur la mentalité commune qui lui est extérieure sans pour autant tomber dans certains vices rendus attrayants par un sentiment de supériorité rationnelle de la philosophie ou au contraire par un excès de tolérance et d'humilité. Il s'agit d'une façon de concevoir la relation entre le penseur et la société, afin que ces deux partis tirent profit de cette relation, l'un dans son utilité publique, l'autre dans les bénéfices qu'apportent l'autonomie et la maturité intellectuelle.

Deuxièmement, il serait en quelque sorte normal d'objecter que, dans le présent article, je ne réponds pas vraiment à la question de savoir si la philosophie nous rend moralement meilleurs, pour la simple raison qu'en suggérant que le philosophe doit, pour devenir moralement meilleur, se faire éducateur afin d'amener les citoyens à philosopher, je présuppose que la philosophie rend moralement meilleur. Mais cela serait oublier que la majeure partie de ce texte consiste à décrire deux conceptions de la philosophie qui, poussées à leur limite, rendent les philosophes immoraux. Toutefois, cette objection n'est pas entièrement fautive, car mon projet est en effet



fondé sur la conviction profonde que la philosophie rend moralement meilleur. Ce projet consiste à mettre en lumière certaines attitudes philosophiques qui sont des dérapages puisqu'elles ne réussissent pas à nous rendre moralement meilleurs. Cela a d'autant plus d'intérêt quant à la question, que ces attitudes se sont produites dans l'histoire de la philosophie et que j'en montre une alternative possible.

- 
1. Voir Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Nathan, 1998, voir Première section.
  2. Voir I. Berlin, *Éloge de la liberté*, chapitre 3 (« Deux conceptions de la liberté »).
  3. Platon, *République*, Paris, Les Belles Lettres, 1933, livre V, 471c-480a.
  4. *Ibid.*
  5. Voir J.-S. Mill, *De la Liberté*, Zurich, Éditions du grand midi, 1987, Introduction.
  6. Voir Charles Taylor, *Grandeurs et misères de la modernité*, Montréal, Bellarmin, 1992.
  7. J.-S. Mill, *op. cit.*, p. 9.